

Publics et problèmes en éducation

Journée d'étude

12 oct 2023

Université Paris-Est Créteil

8h30 - 16h30

Amphi B2
Campus André Boule
Créteil



P r o g r a m m e

ppe2023.sciencesconf.org

INFORMATIONS DIVERSES	3
HORAIRES	3
LIEU	3
COMITE SCIENTIFIQUE	4
COMITE D'ORGANISATION	4
ARGUMENTAIRE	5
PROGRAMME DE LA JOURNEE D'ETUDE	8
PLENIERE 9H00-10H00	8
SESSION 1 - 10H30-12H30	8
→ ATELIER A. DES ACTIONS PAR DELEGATION : REPARTITION, DIVISION DU TRAVAIL EDUCATIF	8
→ ATELIER B. DES PROFESSIONNEL·LES AUX PRISES AVEC LES CATEGORISATIONS	8
SESSION 2 - 14H00-16H00	9
→ ATELIER C. ADMINISTRATION DES PROBLEMES EN EDUCATION. DEFINITION, CATEGORISATION, GESTION	9
→ ATELIER D. DESORDRES, DISCRIMINATIONS. CE QU'EN DISENT LES JEUNES	9
RESUMES DES PRESENTATIONS	2
PARTICIPANT·ES	8
PLAN D'ACCES A LA JOURNEE D'ETUDE	9

Informations diverses

Horaires

8h30-9H	accueil	amphi B2
9h-10h	plénière	amphi B2
10h30-12h30	Session 1	
	atelier A	amphi B2
	atelier B	salle A111
12h30 – 14h	pause repas	
14h-16h	Session 2	
	atelier C	amphi B2
	atelier D	salle A111
16h-16h30	cloture	

Lieu

Amphi B2, campus André Boulle
83-85 avenue du Général de Gaulle
94000 Créteil
Métro : Créteil L'Échat (ligne 8)
Université Paris-Est Créteil

Comité scientifique

Maitena Armagnague, Université de Genève, EduMiJ
Lorenzo Barrault-Stella, CNRS, CRESPPA
Valérie Becquet, CY Paris Université, EMA
Audrey Boulin, CY Paris Université, EMA
Géraldine Bozec, Université Côte d'Azur, URMIS
Claire Cossée, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Sigolène Couchot-Schiex, CY Paris Université, EMA
Benjamin Denecheau, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Artemisa Flores-Espinola, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Sandrine Garcia, Université de Bourgogne, IREDU
Julien Garric, Université Aix-Marseille, IREMAM
Cendrine Marro, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Simon Massei, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Benjamin Moignard, CY Paris Université, EMA
Stanislas Morel, Université Paris 8, Experice
Francine Nyambek-Mebenga, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Anne-Claudine Oller, Université Paris-Est Créteil, LIRTES
Xavier Pons, Université de Lyon 2, ECP
Stéphanie Rubi, Université Paris Cité, CERLIS
Fanny Salane, Université Paris Nanterre, CREF
Arthur Vuattoux, Université Sorbonne Paris Nord, IRIS

Comité d'organisation

Benjamin Denecheau
Artemisa Flores-Espinola
Simon Massei
Francine Nyambek-Mebenga
Anne-Claudine Oller

Argumentaire

Le champ de l'éducation et de la formation est traversé par des phénomènes sociaux qui font problème, perturbent ou questionnent ce qui est catégorisé comme le fonctionnement ordinaire des institutions, ou remettent en cause leurs fonctions sociales élémentaires : décrochage scolaire, expériences de minorations, enfance en danger, "mixité à l'école", ou encore violences scolaires pour n'en citer qu'une partie (Neveu, 2015 ; Barrault-Stella, 2013; Moignard, 2018 ; Dhume 2019).

En identifiant et en ciblant certains publics, les réponses (et parfois même les problèmes) élaborées par l'action publique, tout comme leur mise en œuvre dans le cadre de dispositifs, de pratiques éducatives et de formation, participent à la catégorisation et au classement de ces derniers au sein des institutions socio-éducatives (Gourgues et Mazeaud, 2018 ; Armagnague, 2019 ; Massei, 2021). Ces différentes opérations concourent ainsi à la production de publics spécifiques, mais également à la construction des objets traités en problèmes publics en éducation et en formation, au cœur de cette journée d'étude. L'objectif central consiste ici à appréhender et à discuter des connaissances sur ces problèmes et ces publics, notamment sous l'angle des catégorisations dont ils sont l'objet, de la façon dont elles opèrent, des mécanismes qui concourent à leur (re)production, ainsi que de leurs effets sur les situations et les parcours scolaires. De la même manière, cette journée d'étude interroge la place que les publics ont ou prennent dans ces processus, leurs réactions ou leurs résistances, en lien avec les questions d'éducation ; ou prenant place dans des structures éducatives et dans le champ de la formation au sens large. Considérant l'expérience éducative comme un processus continu, il s'agit donc de croiser les regards sur les discours, les pratiques et les expériences des publics à partir des différents lieux ou instances de l'éducation et de la formation des individus tels que les écoles, les instituts de formations universitaires ou les lieux d'éducation populaire par exemple (formations de cadres dans différents domaines tels que la santé, la protection judiciaire de la jeunesse, l'éducation, etc.).

Ces réflexions seront conduites à partir de 3 grands axes.

Axe 1 : Discours, désignation, catégorisation

Les propositions de communication pourront d'abord interroger les formes de désignation des publics. Par quels processus et à quelles fins sont-ils désignés ? Comment sont-ils évoqués dans l'espace public ? Quelles sont les temporalités d'émergence, d'existence et de dissolution de ces désignations ? On pourra également interroger les effets des recherches elles-mêmes : comment enquêter, dire et faire dire, sans renforcer les catégorisations (Blassel et al., 2022, Mazouz, 2008) ? Par ailleurs, comment se traduisent concrètement ces catégorisations ? Les individus effectivement identifiés ou pris en charge ne sont pas toujours dans les situations ou n'ont pas toujours les caractéristiques prévues, ce qui donne lieu à des divergences entre les publics ciblés et les publics effectivement impliqués. Si ces différences peuvent être le jeu des processus de sélection (Denecheau, Houdeville et Mazaud, 2015), elles peuvent être aussi l'effet des perceptions de l'intérêt d'être identifié ou non, selon ce que les individus en perçoivent et les ressources qu'ils ont pour peser sur ces démarches (Zaffran, 2010 ; Dubois, 1999). Les échanges pourront aborder les processus de construction de ces publics, ainsi que les biais et les effets de discriminations qui peuvent en découler.

Axe 2 : Les pratiques et les actions visant les publics

Au-delà de la désignation des publics, ces catégorisations donnent fréquemment lieu à des interventions ou des prises en charge particulières. Celles-ci peuvent impliquer notamment des "professionnels émergents" (Demazière, 2008) (enseignant-es spécialisé-es, travailleurs/euses sociaux/les, professionnel·les du champ médico-social par exemple) qui vont agir en complément ou à la place des acteurs et actrices éducatifs/ves habituel·les (les parents ou les enseignant-es). Quelles différences cela génère-t-il avec l'ordinaire des parcours ? Dans le champ de l'éducation et de la formation, l'appréhension de ces problèmes peut amener la prise en charge des publics sur des temps

hors des lieux ordinaires (Moignard et Rubi, 2013), tels que des ateliers relais pour les élèves en difficulté, des classes d'accueil pour les élèves nouvellement arrivés en France, etc., constituant des dispositifs qui opèrent des différences de temps, d'encadrement et de contenus éducatifs (Barrère, 2013). Les distinctions et différenciations du fait d'être identifié et impliqué en tant que public spécifique peuvent être sur des temporalités différentes, d'une durée courte et exceptionnelle à des temporalités longues qui inscrivent la différenciation dans le temps. Si les rapports sociaux et leur articulation contribuent à ces problèmes, lesdits publics spécifiques sont-ils recomposés par ces désignations et les actions qui visent à les prévenir ou les résoudre ? Quels effets peut-on analyser ? Par exemple, observe-t-on des évolutions sur les expériences de minoration (notamment une accumulation ou apparition de nouvelles formes, une prise en compte de leurs imbrications), qui peuvent être la source d'émergence d'un problème (nouveau), mais également les effets des actions censées répondre au problème ?

Axe 3 : Les expériences et les perceptions

Enfin, outre l'analyse des discours et des pratiques des acteurs et des actrices de l'action publique, il importe d'étudier les perceptions des bénéficiaires de ces politiques publiques, pour saisir leur expérience de ces désignations et interventions. Les rapports aux institutions éducatives et aux politiques scolaires sont partie prenante des relations que les individus entretiennent avec l'Etat et le pouvoir politique (Barrault-Stella, Bongrand, Huguée et Siblot, 2020). Quels regards les individus catégorisés (ou au contraire ceux exclus de ces catégorisations) portent-ils sur ces discours et ces pratiques institutionnelles ? Sont-ils associés à ces actions, et comment ? Dépassant une vision passive des publics (Payet, Giuliani et Laforgue, 2008), nous pourrions interroger la part qu'ils prennent dans ces modes de désignation, dans les modèles élaborés pour saisir et agir sur ces problèmes. Envisagés comme acteurs/trices à part entière de ces actions éducatives et de formation, ils peuvent contribuer à défendre, opposer, construire, déconstruire, recomposer et reformuler le problème. Ils peuvent par exemple contribuer à la mise à l'agenda de problèmes qui ne sont encore que peu considérés. Il s'agira d'interroger leur participation à ces processus, la place qui leur est laissée ou qu'ils prennent, pour mieux comprendre les espaces de leur pouvoir d'agir sur ces actions (Carrel, 2017).

Références bibliographiques

- Armagnague M., La « boîte noire » de l'allophonie : la construction d'une segmentation scolaire ethnico-raciale des migrants », *Migrations Société*, 2019, 176, 33-47.
- Barrault-Stella L., Bongrand P., Huguée C. et Siblot Y. (dir.), « Rapports à l'École, rapports à l'État », *Politix*, 2020, n°130.
- Barrault-Stella L., *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz, Coll. « Nouvelle bibliothèque des thèses », 2013.
- Barrère A., La montée des dispositifs : un nouvel âge de l'organisation scolaire, *Carrefours de l'éducation*, 2013, n°36, 95-116.
- Blassel R., Bozec, G., Druetz, E. Megnimeza- Fongang, R., Nyambek-Mebenga, F. Touddimte, M., « Par et au-delà de la race. Jeux de proximité et de distance dans une enquête sur l'expérience du racisme », *Émulations*, 2022, n° 42, 82-98, <https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/blasseletal/62533>
- Carrel M., « Participation, démocratie et pouvoir d'agir dans les pratiques de développement social », in Avenel, C. et Bourque, D. (dir.). *Les nouvelles dynamiques du développement social*, 2017, pp. 139-157.
- Cefai D., Terzi C. (dir.), *L'expérience des problèmes publics*, Paris, Editions de l'EHESS, 2012.
- Demazière D., « L'ancien, l'établi, l'émergent et le nouveau: quelle dynamique des activités professionnelles? », *Formation-Emploi*, n°101, pp. 41-54.
- Denecheau B., Houdeville G. et Mazaud C. (dir.). *A l'école de l'autonomie. Epreuves et enjeux des dispositifs de deuxième chance*. L'Harmattan, 2015.

- Dhume F., Pour une reconnaissance du racisme et des discriminations raciales à l'école, *Raison présente*, 2019, n° 211, 17–25.
- Dubois V., *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999.
- Gilbert C., Henry E., « La définition des problèmes publics. Entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, 2012, vol. 53/1, pp. 35-59.
- Gourgues G. et Mazeaud A., *L'action publique saisie par ses 'publics' : gouvernement et (dés) ordre politique*. Presses universitaires du Septentrion, 2018.
- Lahire B., *L'invention de l'illettrisme*. Paris, La Découverte, 2000.
- Lipsky M., *Street level bureaucrats. Dilemmas of the individual in public services*. New-York, Russel Sage foundation, 1980.
- Massei S., Les « ABCD de l'égalité », cas d'école de racialisation du sexisme, *Mouvements*, 2021, 107, 95-103. <https://doi.org/10.3917/mouv.107.0095>
- Mazouz S., 4 : Les mots pour le dire. La qualification raciale, du terrain à l'écriture. Dans *Les politiques de l'enquête* (p. 81-98). Paris, La Découverte, 2008 <https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2008.01.0081>
- Moignard B., « Les "nouvelles" problématiques éducatives : construction de l'objet », *Revue française de pédagogie*, 2018/1, n°202, pp. 65-75.
- Moignard B. et Rubi S., « Des dispositifs pour les élèves perturbateurs: les collèges à l'heure de la sous-traitance? », *Carrefours de l'éducation*, 2013, n°36, pp. 47-60.
- Neveu E., *Sociologie politique des problèmes publics*. Paris, Armand Colin, 2015.
- Payet J.-P., Giuliani F. et Laforgue D., *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, PUR, 2008.
- Poupeau F., *Une sociologie d'Etat. L'école et ses experts*. Paris, Raisons d'agir, 2003.
- Zaffran J., « Entrer en segpa et en sortir ou la question des inégalités transposées », *Formation Emploi*, 2010, 109, 85-97.

Programme de la Journée d'étude

Plénière 9h00-10h00

Les problèmes publics en éducation : tensions et débats dans la recherche contemporaine

Benjamin Moignard, EMA CY Cergy Paris Université

Animation Benjamin Denecheau – Amphi B2

Session 1- 10h30-12h30

➔ Atelier A. Des actions par délégation : répartition, division du travail éducatif

Animation : Artemisa Flores Espinola - Amphi B2

01 Les publics des Cités éducatives : une désignation par délégation ? **Camille Floderer**, MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix
Gaël Marsaud, Cresppa-LabTop, UMR 7217, Paris 8, CNRS,
Magali Nonjon MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix,
Ariane Richard-Bossez, MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix

02 Les décrocheur-ses du coin. Caractéristiques sociales des élèves en ateliers relais et catégorisations scolaires locales **Alicia Jacquot**, Laboratoire LIFRE UCO

03 Rôles des professionnels émergents dans les reconfigurations du problème de la scolarité heurtée des enfants placés **Pierrine Robin**, LIRTES Université Paris-Est Créteil
Marie-Pierre Mackiewicz, LIRTES Université Paris-Est Créteil

04 Un problème d'hétérogénéité : délégation de l'insertion de mineur-es sous main de justice **Laurine Chassagne**, IRISSE, Université Paris Dauphine

➔ Atelier B. Des professionnel·les aux prises avec les catégorisations

Animation : Simon Massei - Salle A111

05 (Re)mobiliser ceux qui sont perçus comme « démobilisés ». Nouvelle étiquette ou cumul d'étiquettes ? **Marie Lesage**, Laboratoire interdisciplinaire de recherche en innovations sociétales, Université Rennes 2

06 Pratiques et actions face aux problèmes des sanitaires au collège : des changements à la marge **Coline Poupeau**, Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux

07 Du côté des petites filles à besoins éducatifs particuliers : une catégorisation marquée par l'absence ? **Emilie Grepat Cassard**, EMA CY Cergy Paris Université

08 Les « cas d'élèves » : travail pratique de catégorisation d'élèves non conformes et production différenciée de leur prise en charge dans le quotidien du lycée **Lila Le Trividic Harrache**, Laboratoire d'Études et de Recherche en Sociologie, Université de Bretagne Occidentale

Session 2- 14h00-16h00

➔ Atelier C. Administration des problèmes en éducation. Définition, catégorisation, gestion

Animation : Anne-Claudine Oller - Amphi B2

-
- | | | |
|----|--|--|
| 09 | Les Cités éducatives et la différenciation de l'offre éducative publique | Cintia Indarramendi , Circeft Escol, Université Paris 8
Daniel Frandji , Université Lumière - Lyon 2 - Institut des sciences et pratiques d'éducation et de formation |
|----|--|--|
-
- | | | |
|----|---|--|
| 10 | La « Cité éducative » et ses publics. Entre stigmatisation traditionnelle et nouvelle norme managériale | Laure Ferrand , LERFAS, Université Paris 5 - Sorbonne |
|----|---|--|
-
- | | | |
|----|---|--|
| 11 | Définir la précarité, sale boulot ou grande responsabilité ? La sélection des participant-es à des séjours de vacances municipaux | Elie Tarterat , CERAPS, Université de Lille |
|----|---|--|
-
- | | | |
|----|---|--|
| 12 | Catégoriser pour administrer – Etude de la désignation et la gestion des différents publics scolaires dans le cadre des politiques de sectorisation à Paris | Manon Pothet , Centre de recherche sur les Inégalités Sociales, Sciences Po, CNRS |
|----|---|--|

➔ Atelier D. Désordres, discriminations. Ce qu'en disent les jeunes

Animation : Francine Nyambek-Mebenga - Salle A111

-
- | | | |
|----|---|--|
| 13 | Regards croisés autour des élèves dits « hautement perturbateurs ». De la catégorisation à l'identification | Juliette Garnier , Edumij Université de Genève, Institut Universitaire de Formation des Enseignant-es |
|----|---|--|
-
- | | | |
|----|--|---|
| 14 | Les catégories de "l'excellence méritante" saisies par leurs publics. Perspectives sur les dynamiques socialisatrices de l'action publique éducative | Magali Nonjon , MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix
Camille Floderer , MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix |
|----|--|---|
-
- | | | |
|----|---|---|
| 15 | "Il faudrait que les adultes arrêtent de croire qu'on est incapables". Une analyse de la prise en charge des embrouilles de cités par les jeunes des quartiers populaires | Audrey Teko , EMA CY Université de Cergy |
|----|---|---|



Résumés des présentations

01

Les publics des Cités éducatives : une désignation par délégation ?

Camille FLODERER, MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix
Gaël MARSAUD, Cresppa-LabTop, UMR 7217, Paris 8, CNRS,
Magali NONJON MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix,
Ariane RICHARD-BOSSEZ, MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix

Notre communication s'intéresse aux représentations des publics dans le programme des Cités éducatives (CE), à partir d'entretiens réalisés dans 5 CE d'une grande métropole française (20 acteurs institutionnels, 30 acteurs associatifs) et d'observations d'une trentaine de réunions internes. Nous commencerons par montrer que les publics que constituent les enfants et les jeunes apparaissent souvent comme une préoccupation de second plan pour les instances de pilotage. Puis nous nous intéresserons à la manière dont les acteurs associatifs, qui se voient bien souvent déléguer la désignation et la mobilisation des publics intègrent les catégorisations qu'ils pensent être celles attendues par les acteurs institutionnels des CE et ce que cela produit en termes de sélection des publics.

02

Les décrocheur-ses du coin. Caractéristiques sociales des élèves en ateliers relais et catégorisations scolaires locales

Alicia JACQUOT, Faculté d'Éducation – IFUCOME, Laboratoire LIRFE

Cette communication s'interroge sur les caractéristiques sociales des élèves repérés comme étant en voie de déscolarisation et pris en charge dans le cadre d'un instrument de lutte contre le décrochage scolaire au collège. Le point de départ de cette réflexion est l'actualisation des travaux sur les élèves de ce dispositif au regard du territoire. En effet, le contexte territorial met en évidence que chaque atelier relais accueille des publics aux caractéristiques sociales distinctes pouvant constituer des stigmates au sein du système éducatif. La stigmatisation sociale devient alors scolaire et explique la fonction latente de cet instrument de prise en charge des élèves « hors normes scolaires ».

03

Rôles des professionnels émergents dans les reconfigurations du problème de la scolarité heurtée des enfants placés

Pierrine ROBIN, LIRTES Université Paris-Est Créteil
Marie-Pierre MACKIEWICZ, LIRTES Université Paris-Est Créteil

La scolarité heurtée des enfants placés (Denecheau 2013) fait partie des phénomènes sociaux qui perturbent et questionnent le fonctionnement ordinaire de l'institution scolaire. Cette proposition de communication s'appuie sur une recherche collective menée sur un dispositif de remédiation à la faible réussite des enfants placés porté par une grande Fédération de protection de l'enfance, en lien avec des écoles, qui opère par la mise en place d'éducateurs scolaires dans les établissements, la création de partenariats avec les écoles et la construction d'alliance avec les familles autour de la scolarité, une différenciation dans les temps, l'encadrement et les contenus éducatifs (Barrère, 2013). À partir d'une enquête qualitative conduite en 2017 au sein de deux établissements en croisant l'analyse des discours et des pratiques professionnelles (66 entretiens individuels et collectifs) avec la perception des parents (n=8 entretiens) et des enfants (n=20), elle s'axera sur le rôle de ces "professionnels émergents" (Demazière, 2008) agissant en complément ou à la place des acteurs éducatifs habituels dans la construction et la recomposition du problème public identifié.

04

Un problème d'hétérogénéité : délégation de l'insertion de mineur-es sous main de justice

Laurine CHASSAGNE, IRISSO, Université Paris Dauphine

Cette communication repose sur un terrain d'enquête ethnographique réalisée dans quatre unités éducatives d'activités de jour (UEAJ) de la Protection Judiciaire de Jeunesse, unités construites sur une critique de l'institution scolaire partagée par ses professionnels. L'institution scolaire étant jugée inapte à accompagner « leurs jeunes », les professionnels éducatifs mettent alors en oeuvre un travail d'homogénéisation des groupes pris en charge selon des critères de compétences qu'ils et elles justifient comme spécifiques. Les professionnels procèdent ainsi à une segmentation des prises en charge collectives permettant la production d'une homogénéité des publics accueillis. À partir de l'analyse de jeunes aux caractéristiques minoritaires dans les groupes accueillis (jeune fille, mineur de moins de 16 ans, jeune auteur de violences sexuelles, ou issu des classes moyennes), on montrera comment les professionnels éducatifs résistent à l'hétérogénéité des profils de mineur-es. Ces résistances prennent particulièrement la forme d'une extension du processus de « médicalisation » de l'échec scolaire, par le constat d'un besoin de délégation à des professionnels du soin, à des prises en charge dans des instituts médicalisés voire à des emplois adaptés, en dehors des compétences des professionnels de la justice des mineur-es.

05

(Re)mobiliser ceux qui sont perçus comme « démobilisés ». Nouvelle étiquette ou cumul d'étiquettes ?

Marie LESAGE, Laboratoire interdisciplinaire de recherche en innovations sociétales, Université Rennes 2

Cette communication s'appuie sur les premières données empiriques issues d'une enquête ethnographique dans le cadre d'un doctorat en CIFRE au sein d'un réseau de remobilisation pour des jeunes protégés dans le cadre de la protection de l'enfance, et considérés comme « démobilisés » de leur scolarité. Nous interrogerons les processus et les effets des formes d'étiquetage produits par la prise en charge de dispositifs à destination d'un public spécifique. Nous verrons que cette étiquette de jeunes « démobilisés » recouvre une diversité de situations que les professionnels socio-éducatifs prennent en compte pour mettre en oeuvre des stratégies de remobilisation aux contours individualisés. S'appuyant sur l'éventail des ressources dont ils disposent et au regard des attentes normatives de la « bonne mobilisation », les professionnels et les jeunes résistent, s'approprient et/ou manipulent les étiquettes « démobilisés », « en remobilisation », « remobilisés ».

06

Pratiques et actions face aux problèmes des sanitaires au collège: des changements à la marge.

Coline POUPEAU, centre Emile Durkheim (CNRS UMR 5116, Université de Bordeaux)

Dans cette communication je propose de revenir sur une partie de mon travail de thèse qui interroge la manière dont les acteurs éducatifs transforment l'ordre scolaire local. Je m'appuierai sur l'exemple d'une expérimentation qui avait pour but d'améliorer le climat scolaire dans dix collèges volontaires, qui s'est tenue de 2018 à 2022. Cette recherche-action s'appuyait sur une démarche participative impliquant divers acteurs qui devaient collaborer pour mettre en place de nouvelles idées visant à améliorer le vivre ensemble. Ma démarche méthodologique s'inscrit dans une ethnographie scolaire (observation longue et immersive) complétée par des entretiens d'explicitation. Je m'inspire des recherches qui mettent l'accent sur l'établissement comme échelon local d'action (c'est là toute la littérature sur les effets des maîtres, les effets établissements, qui confère aux acteurs des capacités d'action et de réflexion ; et où les interactions et les pratiques des acteurs les amènent à reconfigurer l'espace local dans lequel ils agissent). Je prendrai l'exemple du traitement d'une problématique - celle

de l'accès et de l'usage des sanitaires au collège - qui illustre deux points importants : cette expérimentation peine parfois à traiter le fond du problème et donne l'impression d'un épuisement des acteurs éducatifs qui se retrouvent confrontés à cette problématique récurrente. Ensuite, ce genre d'expérimentation a conduit à introduire de nouveaux règlements, instances et dispositifs, sans pour autant provoquer un réel changement de pratiques au sein des établissements. Cet exemple met alors en lumière les décalages entre les représentations des adultes et les pratiques des jeunes dans ces lieux. Il montre également que les pratiques et les actions mises en place par les adultes pour répondre à ce problème se formulent souvent en termes d'interdits et de coercition.

07

Du côté des petites filles à besoins éducatifs particuliers : une catégorisation marquée par l'absence ?

Emilie GREPAT CASSARD, EMA CY Cergy Paris Université

Il s'agira de présenter une partie de ma recherche de doctorat qui a pour objet de comprendre l'influence des représentations genrées des enseignant.e.s sur les élèves à besoins éducatifs particuliers (BEP). À partir du constat de la faible représentation des filles à BEP dans les classes, plusieurs questions émergent : où sont les filles en difficulté ? Pourquoi ne sont-elles pas repérées et diagnostiquées ? Quels sont les effets de cette non-catégorisation ?

Nous ferons une focale sur les mécanismes d'invisibilisation des filles à besoins éducatifs particuliers (BEP) à l'école, en nous plaçant du côté du discours des professionnels. À partir de 9 entretiens réalisés auprès de professeur.e.s des écoles, nous mettrons en lumière des thématiques d'analyse croisant le genre et les besoins éducatifs particuliers. Trois grands axes seront présentés : les stéréotypes de genre, le marquage et l'invisibilisation sociale.

08

Les « cas d'élèves » : travail pratique de catégorisation d'élèves non conformes et production différenciée de leur prise en charge dans le quotidien du lycée

Lila LE TRIVIDIC HARRACHE, Laboratoire d'Études et de Recherche en Sociologie, Université de Bretagne Occidentale

Au lycée, les « cas d'élèves » constituent une catégorie indigène désignant des élèves qui posent problème à l'ordre scolaire. Ces « cas » apparaissent comme une catégorie « patchwork », opérationnalisant une myriade de publics cibles des diverses problématiques éducatives et de programmes s'y rapportant. La communication analysera ces processus de catégorisation en les comparant à de « l'expertise sur autrui », donnant lieu à une distribution de droits, de devoirs et de services, et, in fine, conduisant à des processus de différenciations des scolarités juvéniles.

09

Les Cités éducatives et la différenciation de l'offre éducative publique

Cintia INDARRAMENDI, Circeft Escol, Université Paris 8

Daniel FRANDJI, Université Lumière - Lyon 2 - Institut des sciences et pratiques d'éducation et de formation

Les Cités éducatives (CE) ont été mises en place à la rentrée 2019 avec l'objectif de créer une alliance d'acteurs pour, a priori, mieux répondre aux problématiques éducatives des territoires classés comme quartiers prioritaires des politiques de la ville (QPV). Mais quelles sont précisément ces problématiques ? Comment celles-ci sont-elles définies ? Comment se dessine et se met en forme cette action publique locale ? Ce sont les questions qui guident le travail empirique actuellement réalisé à l'échelle de quatre CE implantées en France métropolitaine et d'Outre-mer. La présentation des premiers résultats de ce travail nous permettra de soutenir trois axes de réflexion qui nous semblent pouvoir contribuer à la problématique de gestion différenciée des publics scolaires portée

par les JE ; soit (1) sur le fait de la multiplication autant que la fragmentation et l'abstraction des problèmes éducatifs constitutifs de ce que l'on pourrait désigner comme déploiement du « curriculum imaginaire » de l'action publique éducative locale ; (2) sur la part des actions engageant les acteurs et le territoire scolaire dans l'action de la CE ; ainsi (3) que sur la place des CE dans l'évolution de l'action publique éducative globale qui se déploie en France depuis les années 1980.

10

La « Cité éducative » et ses publics. Entre stigmatisation traditionnelle et nouvelle norme managériale.

Laure FERRAND, LERFAS, Université Paris 5 - Sorbonne

Dans le paysage de la politique de la ville, le label Cité éducative fait son apparition en 2018. Orientée vers les « prises en charge éducatives » des enfants et des jeunes, une Cité éducative est présentée comme un « écosystème » d'acteurs intervenant dans les quartiers prioritaires. À partir d'une recherche-évaluation conduite sur 2 ans dans un quartier bénéficiaire, nous analysons les façons dont les publics sont désignés et comment le label reproduit les mécanismes sociaux à l'œuvre dans la relégation socio spatiale et la domination des classes populaires. Trois enseignements sont présentés :

1. Le label participe d'un énième procédé d'encadrement des classes populaires
2. L'injonction à « l'ouverture culturelle » des enfants et des jeunes porte en elle la reproduction des hiérarchies sociales
3. Les professionnels de terrain, dans leur rapport aux habitants, développent une perspective managériale de leur accompagnement.

Dès lors, les analyses de J.C Michéa dans *L'enseignement de l'ignorance* nous invitent à prolonger la réflexion tant la Cité éducative semble être la poursuite de « l'école du capitalisme total ».

11

Définir la précarité, « sale boulot » ou grande responsabilité ? La sélection des participant-es à des séjours de vacances municipaux

Elie TARTERAT, CERAPS, Université de Lille

La communication propose une analyse des modalités de sélection des bénéficiaires d'un dispositif – les « séjours familles » – mis en place par la mairie de Nanterre depuis l'été 2020. Le travail empirique s'appuie sur une observation participante – en tant qu'animateur – et des entretiens menés a posteriori avec le personnel municipal pour questionner les objectifs des séjours et les paradoxes qui caractérisent la sélection des familles. La démarche met d'abord en lumière la tension entre la volonté municipale de cibler un public et le maintien d'un flou autour des critères réels par souci d'inclusivité sociale des séjours. Ensuite, elle étudie le rôle des travailleur-euses sociaux-ales, à qui revient la responsabilité de choisir, de prioriser et d'éliminer des participant-es potentiel-les. La recherche démontre alors comment cette responsabilisation des travailleur-euses sociaux-ales est perçue par ses dernier-ères comme une double contrainte, entre lourde responsabilité et « sale boulot ».

12

Résumé de la communication « Catégoriser pour administrer – Etude de la désignation et la gestion des différents publics scolaires dans le cadre des politiques de sectorisation à Paris »

Manon POTHET, Centre de recherche sur les Inégalités Sociales, Sciences Po, CNRS

Depuis 2003, les acteurs de la carte scolaire ont un nouvel objectif : la mixité sociale à l'école. En s'appuyant sur des outils statistiques, mais aussi des discussions avec les membres de la communauté éducative locale, intégrée au processus de re-sectorisation, les acteurs locaux vont construire leurs catégories pour administrer les différents publics scolaires. Dans cette communication, je m'appuierai sur une enquête qualitative réalisée en 2022 auprès des services du département parisien chargé, avec les mairies d'arrondissement, de la sectorisation des écoles primaires et des collèges.

13

Regards croisés autour des élèves dits « hautement perturbateurs ». De la catégorisation à l'identification.

Juliette GARNIER, Edumij Université de Genève, Institut Universitaire de Formation des Enseignant-es

Cette communication s'intéresse aux discours et représentations construits autour de collégien·nes troublant l'ordre scolaire par un comportement dit perturbateur, et sur les modalités de construction de cette catégorie d'élèves qui mettrait à mal le fonctionnement jugé normal d'un établissement scolaire. Elle est le fruit d'une recherche de type ethnographique menée sur un dispositif associatif prenant en charge les élèves exclu-es temporairement de leurs établissements, situés en Seine-Saint-Denis et souffrant de phénomènes ségrégatifs forts. Nous interrogerons dans un premier temps les contours, contextuels et flous, de cette catégorie d'élèves qualifiés de « hautement perturbateurs », et les représentations construites par les différents acteurs socioéducatifs autour des besoins spécifiques supposés de ces jeunes. Dans un second temps, en nous penchant sur les discours portés sur ces collégien·nes, en nous intéressant aux interactions entre élèves à l'occasion de leur mise à l'écart du collège et en les interrogeant quant à leur labélisation en tant qu'élèves perturbateurs, nous montrerons les effets de cette catégorisation sur les jeunes en question et sur leur parcours scolaire.

14

Les catégories de "l'excellence méritante" saisies par leurs publics. Perspectives sur les dynamiques socialisatrices de l'action publique éducative.

Magali NONJON, MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix
Camille FLODERER, MESOPOLHIS, UMR 6470, AMU, CNRS, Sc Po Aix

En s'appuyant sur le suivi longitudinal d'une cohorte de bénéficiaires d'un dispositif d'ouverture sociale mis en place par un établissement sélectif d'une grande métropole du sud de la France, cette communication s'intéresse aux effets socialisateurs des mobilités scolaires encadrées par l'action publique éducative. Elle interroge tout d'abord les mécanismes par lesquels les catégorisations de « l'excellence méritante » pénètrent les représentations des publics qu'elle cible tout en étant attentive aux stratégies que ces jeunes déploient pour performer les assignations institutionnelles. Ce faisant elle invite à explorer les conditions à partir desquelles ces publics de l'excellence méritante peuvent également s'attacher à « faire public » et se mobiliser au nom même de leur appartenance au groupe des publics de l'ouverture sociale.

“Il faudrait que les adultes arrêtent de croire qu’on est incapables”. Une analyse de la prise en charge des embrouilles de cités par les jeunes des quartiers populaires

Audrey TEKŌ, EMA CY Université de Cergy

Il s’agira dans cette communication d’analyser les discours des collectifs de jeunes à propos de la prise en charge institutionnelle des embrouilles de cités. Les embrouilles de cités (Mohammed, 2009) nécessitent une prise en charge socio-éducative plurielle et peuvent être considérées comme un des symptômes de la crise de l’École. Cet impératif à “travailler ensemble” pose la question des modalités de coopération intersectorielle pour des professionnels issus de “mondes” éducatifs variés (Becker, 1986). Nous proposons d’étudier la manière avec laquelle les jeunes peuvent advenir des acteurs à part entière, et les difficultés, résistances pouvant être inhérentes à leur tentative d’empowerment. En particulier, nous analyserons l’engagement de collectifs de jeunes dans la lutte contre ces violences, revendiquant leur légitimité de participer à une prise en charge institutionnelle pilotée par les professionnels et devant ainsi faire face à un déni de reconnaissance (Honneth, 2004). Nous menons une enquête ethnographique dans deux territoires de la banlieue parisienne depuis octobre 2020. Nous mènerons donc une réflexion sur le statut de la parole des jeunes de quartiers populaires, et interrogerons la responsabilité du sociologue en tant que récepteur de la parole de ces jeunes.

Participant·es

Prénom nom	Communication(s)	mail
Laurine CHASSAGNE	04	laurine.chassagne@gmail.com
Laure FERRAND	10	laure.ferrand@atec-lerfas.com
Camille FLODERER	01, 14	camille.floderer@gmail.com
Daniel FRANDJI	09	daniel.frandji@ens-lyon.fr
Juliette GARNIER	03	garnier.juliette@gmail.com
Emilie GREPAT CASSARD	07	emiliecassard70@gmail.com
Cintia INDARRAMENDI	09	cintia.indarramendi02@univ-paris8.fr
Alicia JACQUOT	02	alicia.jacquot@live.fr
Lila LE TRIVIDIC HARRACHE	08	lila.lettrividicharrache@univ-brest.fr
Marie LESAGE	05	marie.lesage@univ-rennes2.fr
Marie-Pierre MACKIEWICZ	03	marie-pierre.mackiewicz@laposte.net
Gaël MARSAUD	01	gmarsaud@yahoo.fr
Magali NONJON	01, 14	magali.nonjon@sciencespo-aix.fr
Manon POTHET	12	manon.pothet@sciencespo.fr
Coline POUPEAU	06	coline.poupeau@gmail.com
Ariane RICHARD-BOSSEZ	01	richard.bossez@univ-amu.fr
Pierrine ROBIN	03	pierrine.robin@u-pec.fr
Elie TARTERAT	11	elie.tarterat@univ-lille.fr
Audrey TEKÓ	15	Audreyteko@gmail.com



-  Accueil
-  Entrée
-  Ascenseur
-  Amphithéâtre
-  Parking